Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2015 : excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars

Le mois de décembre 2015 s'est soldé par un excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 2,4 milliards en décembre 2014. Les revenus ont augmenté de 31 millions (0,1 %). Les charges de programmes ont augmenté de 0,5 milliard (2,6 %), en raison de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux autres administrations, qui a été compensée en partie par la diminution des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard (10,7 %).

D'avril à décembre 2015 : excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars

Pour la période d'avril à décembre 2015 de l'exercice 2015-2016, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 0,9 milliard pour la même période de l'exercice 2014-2015. Les revenus ont augmenté de 14,2 milliards (7,2 %), en raison de la croissance de toutes les sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 11,2 milliards (6,3 %), sous l'effet de la croissance de toutes les catégories de charges de programmes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,1 milliard (5,3 %), en raison surtout d'un taux d'intérêt effectif moyen moins élevé sur les obligations et les bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Décembre 2015

Le mois de décembre 2015 s'est soldé par un excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 2,4 milliards en décembre 2014.

Les revenus ont totalisé 24,9 milliards de dollars en décembre 2015, en hausse de 31 millions (0,1 %) par rapport à décembre 2014.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,7 milliard de dollars (14,0 %). Cette forte hausse découle en partie de la variation du calendrier des versements, ainsi que d'un redressement comptable effectué en décembre en fonction de données mises à jour pour l'ensemble de l'exercice.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,4 milliard de dollars (10,6 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,1 milliard de dollars (13,4 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars (2,7 %). Parmi les composantes de cette catégorie, les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 0,2 milliard, les taxes sur l'énergie ont augmenté de 30 millions, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 29 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 17 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 32 millions de dollars (3,4 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 1,1 milliard de dollars (33,2 %), essentiellement en raison du gain réalisé en décembre 2014 lors du transfert à l'Ontario de la part de la province (un tiers) des actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

Les charges de programmes ont totalisé 20,7 milliards de dollars en décembre 2015, en hausse de 0,5 milliard (2,6 %) par rapport à décembre 2014.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,5 milliard de dollars (8,5 %). Les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi ont toutes deux augmenté de 0,1 milliard. Les

prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), ont augmenté de 0,4 milliard (33,5 %), principalement sous l'effet de la bonification et de l'élargissement de la PUGE entrée en vigueur en janvier 2015.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (7,9 %), en grande partie sous l'effet des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, de même que de la hausse des transferts destinés aux villes et aux collectivités canadiennes découlant de la variation du calendrier des paiements d'une année à l'autre.
- Les charges de programmes directes se composent des paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou les principaux transferts aux autres administrations, ainsi que des autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont diminué de 0,4 milliard de dollars (4,7 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 1,1 milliard de dollars (45,2 %), ce qui est principalement attribuable au remboursement anticipé de contributions effectué par Pratt & Whitney Canada en décembre 2015.
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (10,2 %), en raison de la hausse des charges des sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (10,7 %), sous l'effet de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

D'avril à décembre 2015

La période d'avril à décembre 2015 de l'exercice 2015-2016 s'est soldée par un excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 0,9 milliard pour la même période de 2014-2015.

Les revenus ont progressé de 14,2 milliards de dollars (7,2 %) pour s'établir à 212,1 milliards.

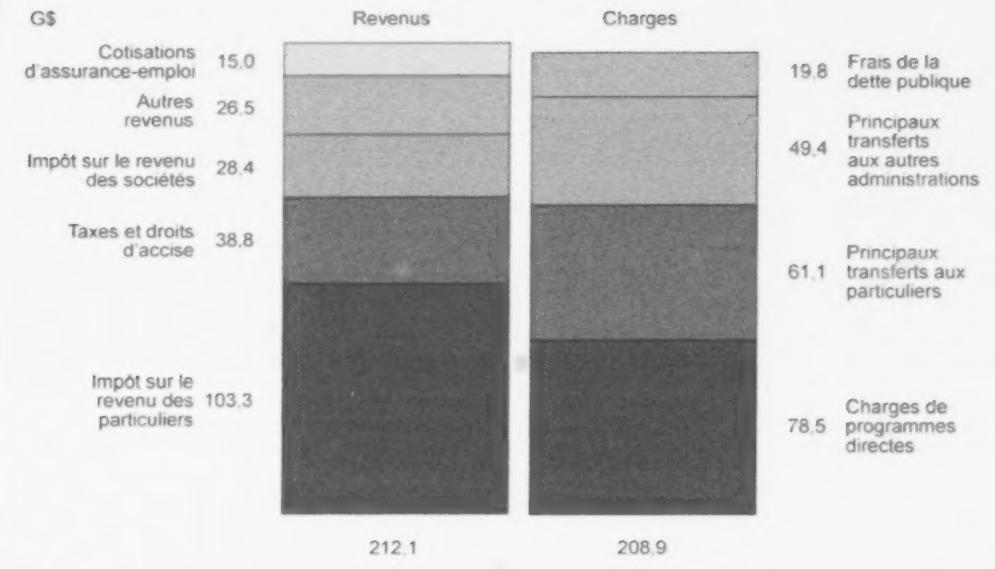
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,5 milliards de dollars (5,6 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (17,7 %), principalement sous l'effet de cotisations et de nouvelles cotisations visant des années d'imposition antérieures, ainsi que du calendrier de paiement des acomptes provisionnels de l'exercice en cours. Les sociétés sont généralement tenues de verser des acomptes mensuels pour leur année d'imposition en cours qui sont fondés sur leur impôt à payer de l'année d'imposition précédente ou leur impôt à payer estimatif de l'année d'imposition en cours. Cette pratique peut causer un délai entre les répercussions des événements économiques et les rentrées mensuelles d'impôt sur le revenu des sociétés, délai qui ne s'estompera que vers la fin de l'exercice du gouvernement.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,8 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,6 milliards de dollars (7,2 %) de plus. Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 1,7 milliard (7,1 %), les taxes sur l'énergie, de 0,2 milliard, les droits de douane à l'importation, de 0,6 milliard, et les autres taxes et droits d'accise, de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (3,6 %), en raison de la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (5,3 %), principalement sous l'effet de la hausse des revenus des sociétés d'État.

Pour la période d'avril à décembre 2015, les charges de programmes ont totalisé 189,0 milliards de dollars, en hausse de 11,2 milliards (6,3 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 6,0 milliards de dollars (10,8 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,3 milliard (4,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,0 milliard (7,5 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 3,7 milliards (37,8 %), principalement en raison de la hausse des prestations découlant de la bonification et de l'élargissement de la PUGE.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (4,1 %), principalement sous l'effet des hausses prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (4,4 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 1,0 milliard de dollars (4,4 %), ce qui est principalement attribuable au remboursement anticipé de contributions effectué par Pratt & Whitney Canada.
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (8,1 %), en grande partie en raison de la hausse des charges des sociétés d'État et de l'augmentation des coûts liés aux régimes de retraite et aux avantages des employés en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,1 milliard de dollars (5,3 %), en raison surtout d'un taux d'intérêt effectif moyen moins élevé sur les obligations et les bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Revenus et charges (d'avril à décembre 2015)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 17,7 milliards de dollars d'avril à décembre 2015

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou elles sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars et des besoins financiers de 20,9 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à décembre 2015 s'est soldée par des besoins financiers de 17,7 milliards, comparativement à des ressources financières de 0,7 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 28,7 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ses besoins financiers de 17,7 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 11,0 milliards en augmentant la dette non échue de 28,7 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de décembre 2015, les soldes de trésorerie s'élevaient à 39,0 milliards de dollars, en hausse de 10,8 milliards par rapport à la fin de décembre 2014.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Décembre		Avril à décembre	
	2014	2015	2014–2015	2015–2016
Opérations budgétaires				
Revenus	24 829	24 860	197 867	212 064
Charges				
Charges de programmes	-20 213	-20 732	-177 827	-189 033
Frais de la dette publique	-2 190	-1 956	-20 942	-19 833
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 426	2 172	-902	3 198
Opérations non budgétaires	-2 056	-7 171	1 600	-20 909
Ressources ou besoins financiers	370	-4 999	698	-17 711
Variation nette dans les activités de financement	-5 996	-3 503	1 362	28 714
Variation nette dans l'encaisse	-5 626	-8 502	2 060	11 003
Encaisse à la fin de la période			28 133	38 953

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Décembre			Avril à décembre		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014–2015 (M$)	2015–2016 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	12 141	13 839	14,0	97 789	103 299	5,6
Impôt sur le revenu des sociétés	3 870	3 460	-10,6	24 156	28 423	17,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	589	510	-13,4	4 236	4 438	4,8
Total des impôts sur le revenu	16 600	17 809	7,3	126 181	136 160	7,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 618	2 437	-6,9	24 160	25 876	7,1
Taxes sur l'énergie	468	498	6,4	4 150	4 301	3,6
Droits de douane à l'importation	359	388	8,1	3 418	4 007	17,2
Autres taxes et droits d'accise	515	532	3,3	4 509	4 645	3,0
Total des taxes et droits d'accise	3 960	3 855	-2,7	36 237	38 829	7,2
Total des revenus fiscaux	20 560	21 664	5,4	162 418	174 989	7,7
Cotisations d'assurance-emploi	943	975	3,4	14 502	15 021	3,6
Autres revenus	3 326	2 221	-33,2	20 947	22 054	5,3
Total des revenus	24 829	24 860	0,1	197 867	212 064	7,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014 –2015 (M$)	2015 –2016 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 700	3 754	1,5	32 537	33 841	4,0
Prestations d'assurance-emploi	1 470	1 579	7,4	12 892	13 853	7,5
Prestations pour enfants	1 103	1 472	33,5	9 758	13 449	37,8
Total	6 273	6 805	8,5	55 187	61 143	10,8
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 676	2 836	6,0	24 086	25 518	5,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 048	1 080	3,1	9 436	9 719	3,0
Total	3 724	3 916	5,2	33 522	35 237	5,1
Accords fiscaux et autres transferts[1]	1 700	1 687	-0,8	15 437	15 859	2,7
Villes et collectivités du Canada	54	285	427,8	1 903	1 882	-1,1
Abattement d'impôt du Québec	-389	-396	1,8	-3 383	-3 562	5,3
Total	5 089	5 492	7,9	47 479	49 416	4,1
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	435	450	3,4	4 479	4 674	4,4
Agriculture et Agroalimentaire	107	45	-57,9	668	847	26,8
Emploi et Développement social	384	365	-4,9	3 973	3 968	-0,1
Affaires étrangères, Commerce et Développement	248	361	45,6	1 608	2 007	24,8
Santé	256	245	-4,3	2 232	2 263	1,4

Industrie	234	-968	-513,7	1 670	584	-65,0
Autres[1]	718	808	12,5	7 435	6 743	-9,3
Total	2 382	1 306	-45,2	22 065	21 086	-4,4
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	634	968	52,7	5 486	6 417	17,0
Défense nationale	1 872	2 090	11,6	15 075	16 855	11,8
Tous les autres ministères et organismes	3 963	4 071	2,7	32 535	34 116	4,9
Total des autres charges de programmes directes	6 469	7 129	10,2	53 096	57 388	8,1
Total des charges de programmes directes	8 851	8 435	-4,7	75 161	78 474	4,4
Total des charges de programmes	20 213	20 732	2,6	177 827	189 033	6,3
Frais de la dette publique	2 190	1 956	-10,7	20 942	19 833	-5,3
Total des charges	22 403	22 688	1,3	198 769	208 866	5,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle des états financiers consolidés du gouvernement du Canada de 2014-2015.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Décembre		Avril à décembre	
	2014	2015	2014–2015	2015–2016
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 426	2 172	-902	3 198
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-355	-350	-2 613	-3 032
Autres activités d'investissement	586	-1 804	3 775	-6 166
Régimes de retraite et autres passifs	345	311	1 484	3 477
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-1 073	95	-2 216	-6 151
Opérations de change	-1 913	-5 741	-1 774	-12 263
Amortissement des immobilisations corporelles	354	318	2 944	3 226
Total des autres activités	-2 632	-5 328	-1 046	-15 188
Total des opérations non budgétaires	-2 056	-7 171	1 600	-20 909
Ressources ou besoins financiers	370	-4 999	698	-17 711

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Décembre		Avril à décembre	
	2014	2015	2014 –2015	2015 –2016
Ressources ou besoins financiers	370	-4 999	698	-17 711
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-6 527	-5 397	9 249	8 087
Bons du Trésor	-600	-1 900	-6 500	11 600
Titres au détail	150	427	-638	-617
Autres	0	0	0	0
Total	-6 977	-6 870	2 111	19 070
Emprunts en devises	542	461	-1 524	3 416
Total	-6 435	-6 409	587	22 486
Réévaluation de swaps de devises	394	2 823	863	5 802
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	84	129	279	616
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-39	-46	-367	-190
Variation nette dans les activités de financement	-5 996	-3 503	1 362	28 714
Variation dans l'encaisse	-5 626	-8 502	2 060	11 003

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2015	31 décembre 2015	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	123 631	116 167	-7 464
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	487 881	495 968	8 087
Bons du Trésor	135 692	147 292	11 600
Titres au détail	5 660	5 043	-617
Total partiel	629 233	648 303	19 070
Payable en devises	20 267	23 683	3 416
Compte de réévaluation de swaps de devises	6 669	12 471	5 802
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	4 296	4 912	616
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 715	4 525	-190
Total de la dette non échue	665 180	693 894	28 714
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 664	152 237	-427
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	76 140	80 427	4 287
Autres passifs	6 002	5 619	-383
Total des régimes de retraite et autres passifs	234 806	238 283	3 477
Total de la dette portant intérêt	899 986	932 177	32 191

Total des passifs	1 023 617	1 048 344	24 727
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	136 696	146 386	9 690
Comptes d'opérations de change	85 018	97 281	12 263
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	113 681	118 348	4 657
Actif des régimes de retraite du secteur public	1 263	1 263	0
Total des actifs financiers	336 658	363 278	26 620
Dette nette	686 959	685 066	-1 893
Actifs non financiers	74 629	74 435	-194
Dette fédérale (déficit accumulé)	612 330	610 631	-1 699

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 décembre 2015 inclut des pertes de 1,5 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à décembre 2015.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Février 2016

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2016)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134